

## RAPPORT MORAL 2013-2014

« [...] on ne fait pas du mouvement avec des immobilités ».  
Bergson<sup>1</sup>

Cette année est une des plus actives pour le Bureau de notre association. Nos comptes rendus en disent l'essentiel. Insistons sur ce qui importe pour l'avenir.

Nous avons averti depuis le début de l'année scolaire 2013-2014 d'un retour de la question des programmes. Relativement à eux, ou aux épreuves, il faut distinguer deux démarches dans celles qu'on observe aujourd'hui : celle qui consiste à rechercher des solutions aux problèmes présents, et il y en a, de celle qui veut une revanche sur 2003. Dans ce dernier cas, il s'agit d'en finir avec un programme de notions et, pour aller vite, de régler le cours de l'année sur des épreuves qui garantissent la *réussite* au baccalauréat. Il suffit de regarder ce qui se passe en ce sens depuis plusieurs années dans d'autres disciplines, et toujours au nom de la démocratisation, pour deviner ce qu'on peut craindre. Ce n'est pas le lieu d'en discuter, mais nous aimerions que nos collègues se renseignent sur la volonté avouée d'un cours unique, dont existerait le manuel, et d'épreuves dites « de connaissances », déguisant plus ou moins la fin de toute dissertation. L'APPEP continuera de réclamer que tout ce qui se présenterait comme réforme soit l'objet d'une consultation de tous les professeurs, indépendamment de tout rapport hiérarchique, y compris de sa forme déguisée en séparation entre ceux censés faire de la philosophie et ceux qui l'enseignent.

Relativement à la première démarche, l'APPEP ne doit pas nier les difficultés. « L'enseignement philosophique est toujours en crise : c'est là le prix de la conscience aiguë que prennent de leur métier les professeurs de philosophie », écrivait Dina Dreyfus en 1965<sup>2</sup>. L'APPEP se coupera des professeurs chaque fois qu'elle tendra à sanctifier aveuglément le présent. Certes la crainte du changement, dans son exploration du possible, ne manque jamais d'arguments. Mais, disons-le ainsi pour en sourire, l'incessante prédiction du pire face à toute tentative d'action autre que de préservation ne peut laisser aux professeurs que la possibilité de s'écrier, comme Harpagon sans son argent, « tout est fini pour moi, et je n'ai plus que faire au monde ». Ce n'est plus que l'avenir soit menaçant, c'est qu'il y ait de l'avenir qui est la menace. C'est alors en son sein même qu'on finit par chercher la trahison comme Harpagon son voleur, jusqu'à s'en prendre à lui-même.

Nous devons donc continuer de réfléchir aux aménagements nécessaires aux épreuves et aux programmes en même temps que redire pourquoi un programme de notions est le plus pertinent, quels que soient les élèves auxquels on s'adresse, pourquoi

---

1. Bergson, Henri, *Essai sur les données immédiates de la conscience*, Paris, 1991, PUF/Quadrige, p. 85

2. Dreyfus Dina, *Écrits*, Paris, 2013, Hermann, ch. IX, *L'enseignement philosophique*, écrit pour *Les Temps modernes* en 1965 avec Fl. Khodoss, p. 248.

un changement de nature des programmes ou des épreuves laisserait intacte la difficulté d'enseigner et au mieux, si l'on peut dire, masquerait les difficultés de nos élèves.

La guerre de position est un art difficile. S'interdire le mouvement revient à abandonner nos collègues à ceux qui utilisent les difficultés rencontrées au jour le jour dans les classes. Ainsi la lourdeur des programmes, entendons le manque de temps nécessaire à une juste préparation des élèves, dans certaines séries particulièrement, devient preuve de la nécessité d'en changer la conception. Sans rien perdre des vertus d'un programme de notions, il nous faut continuer de faire des propositions et certes, en même temps, veiller aux conditions de travail et au statut des professeurs, y compris quand un ministre prétend que *prendre aux riches pour donner aux pauvres* (!), c'est diminuer la rémunération des professeurs des classes préparatoires pour mieux payer les professeurs en ZEP, ce qu'il conviendrait effectivement de faire. Le populisme n'est pas toujours où on le croit.

Si elle n'a pas abouti, pas encore peut-être, l'action concernant le dédoublement perdu en ST est en elle-même un modèle de ce qu'il faut constamment entreprendre dès que cela est possible<sup>3</sup>. Remarquons que dans les deux années précédentes, le SNES, n'ayant consulté ni prévenu personne, avait échoué dans sa tentative de mobiliser sur cette question<sup>4</sup>. Remarquons que la pétition dont nous avons pris l'initiative fin 2010, réunissant l'ACIREPh et plusieurs syndicats, reste aujourd'hui celle qui a permis de réunir le plus grand nombre de signatures et la seule à demander le retour d'une quatrième heure en S. Dans le même sens, c'est une démarche enfin pleinement unitaire, proposée par l'APPEP, et dont chacun peut se féliciter, qui a permis cette année ce que l'APPEP seule n'aurait pu obtenir, si insatisfaisante soit la réponse actuelle du ministère, forcé tout de même de reconnaître le problème et de donner suite à cette action. Nous tenons, en passant, à remercier nos responsables régionaux, qui ont le plus souvent collecté les signatures, cherchant toujours, par des courriers y compris, sans succès quelquefois, à associer à leur action les autres organisations. Sans l'APPEP, preuve de sa vitalité et qu'elle est incontournable, l'action de cette année aurait été un échec de plus.

Autant qu'on nous y donne une juste place, et qu'il ne s'agit pas d'utiliser notre présence, nous ne refusons aucun débat, acceptons de discuter avec tous, de tout, sans rien mépriser, et même de faire des compromis.

Ainsi pourrions-nous peut-être faire mentir Alain disant que les associations ne pensent pas (il parlait surtout des partis politiques), en quoi nous nous devons de permettre les conditions de la diversité des analyses et des perspectives au sein de l'APPEP. Il n'y a pas d'autre « ligne » de l'APPEP que celle qu'elle élabore à chaque décision qu'elle prend. Ajoutons, sans manquer au devoir de lucidité, que l'association se porte aussi bien qu'il est possible dans un contexte général très difficile pour toutes les associations et qui en philosophie n'est plus du tout ce qu'il était au xx<sup>e</sup> siècle. Si insatisfaisant que cela soit, beaucoup d'associations aujourd'hui, de professeurs surtout, aimeraient avoir 35 à 39 adhésions nouvelles par an (chiffres des deux dernières années). Nous le savons, et certains projets de notre dernier comité vont en ce sens, nous devons savoir nous lier à de nouvelles formes d'agrégation entre professeurs, qui quelquefois répugnent plus ou moins consciemment à la vie associative (et à sa première exigence : le paiement d'une cotisation !), et qu'il faudra convaincre qu'elles ne sont ni concurrentes, ni complètement comparables.

3. Et l'on peut espérer qu'il en sera de même d'un questionnaire en préparation.

4. Pour mémoire, on peut voir à ce sujet le rapport moral de l'an passé, présent sur notre site.

Dans le même temps, notre association doit continuer sa volonté de faire de la philosophie. Déjà en marche, les intervenants connus, une journée sur Marcel Conche, à laquelle nous tenons particulièrement, devrait se tenir fin 2014 ou plus probablement début 2015. C'est par ailleurs et d'abord le rôle de la revue de le permettre régulièrement.

Quatre ans de vice-présidence et surtout, incomparablement bien sûr, six de présidence, ne laissent pas indemne. Ce n'est pas rien de se voir confier la responsabilité d'une telle association, d'hériter ainsi d'une longue histoire et de prétendre, de fait, assumer une succession. Qu'on le veuille ou non, le propre des associations est d'exister en bonne partie par leur président. Cela n'interdit pas la collégialité dans la prise des décisions mais limite la possibilité de déléguer certaines tâches. Parce que justement, heureusement, elles se refusent à la forme partisane, où ce sont des mandats qui commandent, c'est au président de tenter d'incarner, en partie artificiellement, une unité qui laisse à tout moment l'association libre d'elle-même, vivante. Qu'il en soit ainsi rend le renouvellement nécessaire et salutaire. Je tiens à remercier, en tant que président, tous les membres, passés et présents, du Bureau, pour leur participation à nos réunions, la richesse de leurs contributions à l'élaboration des orientations de l'APPEP et leur réactivité face aux nombreuses sollicitations électroniques qui désormais les poursuivent. C'est aussi leur bienveillance qu'il faut remercier, autant que celle de chacun. Notre Bureau, régulièrement renouvelé, a aujourd'hui un exécutif qui a toutes les qualités nécessaires pour continuer la tâche.

La vie associative ignore malheureusement les heures de décharge dont bénéficie le syndicalisme. Cela en limite nettement les possibilités. Nous ne pourrions avoir une activité aussi grande (bien qu'elle paraisse sans doute toujours insuffisante) sans nos retraités, lesquels se chargent de tâches qu'aucun *actif* ne pourrait assumer complètement, ainsi Bernard Fischer à la trésorerie ou Gérard Schmitt au maintien d'une revue papier qui outre sa qualité est une part de l'identité de l'APPEP. Qu'on nous permette aussi de dire un mot de ceux qui ont choisi de laisser la place, au Bureau pour Édouard Aujaleu, qui assumait la présidence de l'association huit ans, et à la vice-présidence pour Philippe Blanc, qui a œuvré plusieurs années à la vitalité très nécessaire de la Conférence des présidents, et en même temps d'adresser, au nom de toutes et tous, un salut amical à Jean Lefranc.

Simon PERRIER  
Président de l'APPEP  
14 juillet 2014